

4^e réunion des points focaux nationaux – Compte rendu

22 avril 2026, Chişinău, République de Moldavie

La 4^e réunion des points focaux nationaux de la campagne « *Journalists Matter* » s'est tenue à Chişinău, sous l'égide de la présidence moldave du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe. Elle a rassemblé des représentants de 33 États membres, sur les 41 points focaux désignés, ainsi que d'autres participants invités à la réunion.

1. Évaluation à mi-parcours : conclusions et réflexions

[L'évaluation](#) indépendante [à mi-parcours](#) de la campagne a été présentée et discutée. L'évaluation a conclu que, malgré des ressources financières et humaines limitées, la campagne a eu un effet catalyseur significatif dans l'ensemble des États membres.

En particulier, la campagne a :

- Accroît la visibilité de la sécurité des journalistes en tant que priorité politique aux niveaux national et européen ;
- soutenu la mise en place de structures institutionnelles et de mécanismes de coordination (par exemple, des comités nationaux ou des groupes de travail, dont le nombre a atteint 28 à la fin de 2025) ;
- facilité le dialogue multipartite entre les journalistes, les autorités publiques et la société civile ;
- encouragé l'élaboration de plans d'action nationaux et d'initiatives politiques (12 au total).

Les participants ont largement approuvé ces conclusions et confirmé que la campagne avait contribué à ancrer la question de la sécurité des journalistes dans les cadres politiques nationaux (par exemple, par le biais d'organismes de coordination dédiés au Portugal et en Grèce, ou de plateformes de dialogue structurées en Autriche et en Suède).

Dans le même temps, l'évaluation a mis en évidence plusieurs défis nécessitant une attention particulière. Il s'agit notamment :

- Des niveaux d'engagement et de mise en œuvre inégaux entre les États membres ;
- La fragilité des structures nouvellement mises en place, qui ne sont pas encore pleinement institutionnalisées ;
- Une implication insuffisante des principales parties prenantes, notamment parmi les autorités publiques, telles que les parlements nationaux, mais aussi les propriétaires de médias, les conseils de presse et les organisations médiatiques nationales ;
- La nécessité de mettre davantage l'accent sur des questions thématiques, notamment le harcèlement en ligne, les pressions économiques et la santé mentale ;
- La persistance des menaces et des agressions contre les journalistes, comme le montrent les données de la Plateforme pour la promotion de la protection du journalisme – ce qui souligne l'importance d'un environnement favorable et de garanties plus efficaces pour un journalisme sûr, libre et diversifié.

Les participants ont convenu que ces conclusions constituent une base utile pour définir les priorités de la prochaine phase de la campagne.

Cadres institutionnels et mécanismes de coordination

De nombreux États membres ont fait état de la mise en place ou de la consolidation de structures nationales de coordination réunissant les parties prenantes concernées (ministères, forces de l'ordre, associations de journalistes, régulateurs et société civile).

Parmi les exemples cités :

- La création d'un comité national multipartite bénéficiant d'une participation de haut niveau (Portugal), incluant les forces de l'ordre et les autorités judiciaires ;
- Le fonctionnement d'un groupe de travail sur la sécurité des journalistes bénéficiant d'une large participation institutionnelle et se réunissant régulièrement (Grèce) ;
- La mise en place de plateformes de dialogue (informelles) associant des rédacteurs en chef, des organisations de médias et des ONG (Autriche) ;
- Des modèles de coordination alternatifs reposant sur des autorités désignées et des processus de dialogue thématiques (Suède).

Dans d'autres pays, des efforts sont en cours pour mettre en place de tels mécanismes, parfois confrontés à des contraintes structurelles ou politiques (par exemple dans des environnements médiatiques fortement polarisés ou là où la coordination institutionnelle est encore en cours d'évolution).

Les participants ont souligné que même des structures informelles ou émergentes peuvent jouer un rôle important en tant que points d'entrée pour le dialogue et la coopération.

Mesures et initiatives concrètes

De nombreuses mesures concrètes ont été signalées, démontrant l'impact opérationnel de la campagne. Parmi celles-ci, on peut citer :

- la mise en place de mécanismes de signalement et d'intervention (par exemple, des lignes d'assistance téléphonique ou des canaux de signalement dédiés aux agressions contre les journalistes au Portugal et en République tchèque) ;
- la mise en place d'outils de suivi et de bases de données (par exemple, une cartographie en ligne des agressions contre les femmes journalistes en Ukraine) ;
- la mise en place de programmes de formation destinés aux forces de l'ordre et aux journalistes (par exemple, des modules de formation de la police sur la liberté des médias en Grèce ; une formation internationale de formateurs sur la lutte contre les SLAPP organisée dans le cadre de la Campagne et accueillie par la Tchéquie) ;
- la création de structures de soutien pour les journalistes, y compris une assistance juridique et psychosociale (par exemple, des lignes d'assistance téléphonique et des programmes d'entraide par les pairs en Suède) ;
- Mise en œuvre d'initiatives de sensibilisation du public et d'éducation aux médias (par exemple, les efforts déployés en Lettonie pour lutter contre la méfiance de la société à l'égard du journalisme) ;

- Progrès vers des réformes législatives et politiques, y compris des mesures anti-SLAPP et l'amélioration des dispositions relatives aux crimes de haine (par exemple, en République tchèque et en Belgique).

Les participants ont souligné que ces initiatives, bien que diverses, contribuent à un objectif commun : renforcer l'environnement propice permettant aux journalistes de travailler en toute sécurité.

Défis communs

Malgré les progrès accomplis, plusieurs défis communs ont été mis en évidence :

- Garantir un soutien politique et des ressources durables ;
- Impliquer les parlements et les acteurs politiques, en particulier dans des contextes de pression électorale ou de polarisation ;
- Renforcer la coopération avec les propriétaires de médias, les associations de médias et le secteur privé ;
- Maintenir la dynamique et la coordination en l'absence de structures ou de financements dédiés.

Priorités thématiques pour la prochaine phase

S'appuyant à la fois sur l'évaluation et les échanges nationaux, les participants ont identifié un certain nombre de domaines prioritaires pour la suite des travaux.

- **Sécurité des femmes journalistes (par exemple, harcèlement en ligne, violence sexiste)** : les participants ont souligné la prévalence croissante des menaces à caractère sexiste, en particulier dans la sphère en ligne. Des initiatives telles que les plateformes de surveillance (Ukraine) et les programmes de formation ciblés ont été mises en avant comme des pratiques prometteuses.
- **Santé mentale et soutien psychosocial (par exemple, traumatismes, gestion du stress)** : l'importance de prendre en compte l'impact psychologique des menaces et des conditions de travail a été soulignée, en particulier dans les contextes de conflit (comme en Ukraine) et par le biais de formations structurées et de mécanismes de soutien par les pairs (Suède, Grèce, Norvège).
- **Conditions économiques et rôle des propriétaires de médias (par exemple, viabilité financière, conditions de travail)** : plusieurs participants ont souligné que les pressions économiques exercées sur le secteur des médias affectent directement la sécurité et l'indépendance des journalistes (Italie). Au-delà du soutien public par le biais de divers types de mesures, dûment respectueuses de l'indépendance des journalistes et des médias, un engagement accru des propriétaires de médias a été jugé essentiel.
- **Engagement des autorités publiques de manière plus générale, à commencer par les parlements (par exemple, réformes législatives, contrôle)** : la participation limitée des parlements a été identifiée comme une lacune majeure, compte tenu de leur rôle dans l'adoption de cadres juridiques et la garantie de la responsabilité.
- **Éducation aux médias et confiance du public (par exemple, sensibilisation de la société, désinformation)** : les participants ont noté la nécessité de remédier à la baisse de confiance dans le journalisme et de renforcer la compréhension par le public du rôle des médias dans les sociétés démocratiques (Lettonie).

- **Engagement des jeunes (par exemple, sensibilisation, initiatives éducatives)** : l'implication des jeunes a été mise en avant comme un élément important pour un impact profond et durable, notamment par le biais d'une coopération avec les universités et les établissements d'enseignement (Grèce, Monaco).
- **Engagement de la communauté journalistique** : un thème récurrent dans les discussions a été la nécessité de veiller à ce que la campagne touche efficacement les journalistes eux-mêmes en tant que bénéficiaires finaux. Si la coopération avec les institutions et les associations est bien établie, les participants ont reconnu que la sensibilisation des journalistes à titre individuel reste inégale. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour améliorer la communication et la sensibilisation au-delà des acteurs institutionnels afin d'inclure les journalistes à tous les niveaux.

Enfin, l'importance de renforcer la coopération avec d'autres cadres internationaux a été soulignée, notamment :

- Renforcer les synergies avec les initiatives de l'Union européenne (par exemple, [la directive](#) anti-SLAPP, [la recommandation](#) 2021/1534 visant à garantir la protection, la sécurité et l'autonomisation des journalistes et des autres professionnels des médias dans l'Union européenne) ; et
- Assurer la complémentarité avec [les projets de coopération du Conseil de l'Europe](#), y compris ceux financés par la Commission européenne.
- Assurer la coordination avec l'UNESCO, l'OSCE et d'autres acteurs internationaux ;

Il a été souligné qu'une telle coopération peut contribuer à maximiser l'impact, à éviter les doubles emplois et/ou les messages contradictoires, et à soutenir la durabilité, en particulier dans les contextes où le financement externe joue un rôle clé.

2. Plans d'action nationaux

Le Secrétariat a présenté des orientations sur l'élaboration de plans d'action nationaux efficaces en matière de sécurité des journalistes (en annexe).

Les participants ont convenu que les plans d'action devaient s'appuyer sur une évaluation exhaustive du contexte national (par exemple, collecte de données, enquêtes) ; garantir une forte appropriation et un leadership politiques ; impliquer les parties prenantes concernées à toutes les étapes (y compris les journalistes et la société civile) ; définir des objectifs, des responsabilités, des calendriers et des mécanismes de suivi clairs.

Bien que plusieurs pays aient déjà [adopté](#) ou soient en train d'élaborer de tels plans, il a été souligné que leur efficacité dépendait de leur mise en œuvre et de leur suivi, plutôt que de leur simple adoption formelle.

3. Échange avec les représentants de la jeunesse et la dimension jeunesse de la Campagne

À la suite de la présentation par le Secrétariat de la Campagne de la prochaine initiative « *Les jeunes face à la désinformation – pourquoi les journalistes sont importants* », les participants ont eu un échange avec un membre du [Conseil consultatif sur la jeunesse](#) (ACY). La discussion a porté sur le renforcement de

l'intégration d'une perspective jeunesse dans les efforts nationaux en matière de sécurité des journalistes, notamment par le biais de consultations lors de l'élaboration des plans d'action nationaux, de la mise en œuvre de mesures concrètes et d'activités de sensibilisation.

Dans ce contexte, le représentant de l'ACY a attiré l'attention sur [le Cadre de référence sur la perspective des jeunes](#), encourageant les points focaux à utiliser cet outil lors de la conception et de la mise en œuvre des politiques et mesures pertinentes. Les États membres ont été invités à associer plus systématiquement les représentants de la jeunesse aux mécanismes de coordination nationaux (par exemple, les comités de pilotage ou les groupes de parties prenantes) et à refléter les considérations relatives à la jeunesse dans les plans d'action nationaux, au-delà d'une approche limitée aux étudiants universitaires.

Le Conseil consultatif sur la jeunesse s'est déclaré prêt à soutenir ces efforts, notamment en facilitant les contacts avec les organisations de jeunesse concernées au niveau national.

La discussion a mis en évidence à la fois les opportunités et les défis liés à l'engagement des jeunes :

- Plusieurs pays ont fait part d'expériences positives (par exemple, l'Ukraine, qui implique les jeunes dans des activités ; la Belgique, qui organise des initiatives en milieu scolaire où des journalistes dialoguent directement avec les élèves ; la Tchéquie, qui a noté une forte implication des jeunes dans des activités liées aux médias).
- D'autres ont souligné les difficultés à susciter l'intérêt (par exemple, le Portugal), tout en mettant l'accent sur l'importance des initiatives d'éducation aux médias et des approches innovantes telles que l'accès gratuit aux contenus d'actualité.
- Certains pays ont mis en avant des approches créatives (par exemple, la Géorgie, qui organise des concours s'adressant aux jeunes au-delà des capitales ; la Serbie, qui explore des modèles d'apprentissage inversé où les jeunes partagent leurs points de vue avec les institutions).
- Les participants ont également souligné l'importance de renforcer la confiance des jeunes dans les médias (par exemple, la Norvège) et de promouvoir la pensée critique (par exemple, la Roumanie).

Un large consensus s'est dégagé sur le fait que la relation entre les jeunes et le journalisme est essentielle pour l'avenir de la liberté des médias (par exemple, l'Italie) et celui des sociétés démocratiques européennes, et que des efforts ciblés sont nécessaires pour impliquer efficacement les jeunes publics. Les représentants des partenaires de la Plateforme pour la promotion de la protection du journalisme et de la sécurité des journalistes ([la Plateforme](#)) ont également exprimé leur intérêt à contribuer aux activités liées à la jeunesse.

3. Échange avec les partenaires de la Plateforme

Un échange a eu lieu avec les représentants des partenaires de la Plateforme, à la suite de la présentation du [rapport annuel](#) de la Plateforme.

Cette session a été appréciée par les deux parties et a mis en évidence la contribution de la Campagne au renforcement des relations entre les États membres et les partenaires de la Plateforme. Les participants ont noté que le dialogue était devenu plus ouvert, constructif et régulier.

Les discussions ont donné lieu à des échanges francs sur les défis liés au traitement des alertes. Les États membres ont souligné la nécessité de formuler les alertes de manière plus claire, notamment en indiquant plus précisément les autorités auxquelles elles s'adressent et en améliorant la clarté de la rédaction.

Les partenaires de la Plateforme ont réaffirmé leur rôle dans ce processus, soulignant leur volonté de soutenir les États membres en leur fournissant de la documentation, de l'expertise et des informations contextuelles. Cet échange a confirmé la valeur ajoutée d'une coopération continue et d'une compréhension mutuelle entre les deux parties.

4. Prochaines étapes et héritage de la campagne

Le Secrétariat a informé les participants des activités à venir et des prochaines étapes de la campagne :

- Le 18 juin, dans le cadre de la Campagne, en marge de la « Semaine contre les discours de haine » à Strasbourg et à l'occasion de la réunion plénière du Comité directeur pour les médias et la société de l'information (CDMSI), un séminaire sur les discours de haine à l'encontre des femmes journalistes sera organisé. Un lien sera communiqué aux points focaux afin de permettre la participation en ligne.
- 9-10 novembre : la conférence « Les jeunes face à la désinformation – Pourquoi les journalistes sont importants » se tiendra à Strasbourg. Cette initiative comprend un appel à participation et à subventions (qui sera lancé d'ici la fin avril), ainsi que l'événement de haut niveau susmentionné, qui réunira plus de 30 jeunes participants issus de tous les États membres. Les activités se poursuivront en 2027 et aboutiront à la présentation des projets finaux menés par les jeunes à l'issue de la campagne.
- Au printemps 2027, les points focaux se réuniront pour la 5^e et dernière réunion dans le cadre de la campagne au Monténégro, sous la présidence de ce pays au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.
- Novembre 2027 – la conférence finale de la Campagne se tiendra aux Pays-Bas, sous la présidence néerlandaise du Comité des ministres du Conseil de l'Europe.

Perspectives d'avenir et durabilité

Les participants ont exprimé leur ferme soutien à la poursuite des travaux engagés dans le cadre de la campagne après sa fin. L'importance d'éviter une perte d'élan après 2027 a été soulignée. En particulier, un consensus général s'est dégagé sur l'importance de la mise en place d'un **réseau permanent de points focaux du Conseil de l'Europe** afin de poursuivre les travaux réalisés dans le cadre de la campagne ; sur la nécessité d'assurer **la continuité des activités et des structures au niveau national** au-delà du cycle actuel de la campagne ; et sur l'adoption de plans d'action nationaux pour la sécurité des journalistes.

5. Conclusions

La réunion a confirmé que la *campagne « Journalists Matter »* a généré une dynamique politique significative et a contribué à renforcer le dialogue, la coopération et les actions concrètes sur les questions liées à la sécurité des journalistes dans l'ensemble des États membres.

Dans le même temps, les participants ont convenu de la nécessité de concentrer davantage les efforts sur les domaines identifiés par l'évaluation à mi-parcours, en particulier (engagement inégal entre les États membres ; fragilité des structures de coordination ; implication insuffisante des principales parties prenantes, telles que les parlements ou les propriétaires de médias ; couverture thématique incluant des questions telles que le harcèlement en ligne, les pressions économiques et la santé mentale ; et la persistance des menaces et des agressions contre les journalistes).

À cet égard, les participants ont souligné l'importance de :

- **consolider et institutionnaliser les structures nationales de coordination**, en garantissant leur pérennité au-delà de la campagne et en renforçant l'engagement multipartite, notamment des journalistes, de la société civile, des propriétaires de médias et des autorités publiques ;
- **de faire progresser l'élaboration et la mise en œuvre effective de plans d'action nationaux**, en veillant à ce qu'ils soient opérationnels, inclusifs et axés sur les résultats ;
- **Intégrer davantage la dimension jeunesse** dans les travaux de la campagne, notamment en associant des représentants de la jeunesse aux mécanismes de coordination nationaux, aux consultations et aux activités de sensibilisation, et en soutenant la mise en œuvre de l'initiative « Les jeunes face à la désinformation – pourquoi les journalistes sont importants » ;
- **Reconnaître l'importance d'une coopération ouverte et efficace avec les partenaires de la Plateforme**, notamment par un dialogue continu sur le traitement des alertes ;
- **Renforcer la communication auprès de la communauté journalistique**, en veillant à ce que la campagne touche plus efficacement les journalistes, qui en sont les principaux bénéficiaires ;
- **Mettre l'accent sur des résultats concrets dans les domaines thématiques prioritaires**, notamment la sécurité des femmes journalistes, le harcèlement en ligne, la santé mentale et le soutien psychosocial, les conditions économiques des journalistes, ainsi que l'éducation aux médias et la confiance du public.

Les participants ont exprimé leur ferme soutien à la pérennisation de l'héritage de la campagne, notamment en **rendant permanent le réseau de points focaux du Conseil de l'Europe déjà mis en place**.

L'importance de maintenir cette dynamique au-delà de 2027 a été soulignée, tant au niveau national qu'europpéen, afin de garantir que les progrès réalisés se traduisent **par des améliorations durables et mesurables en matière de sécurité des journalistes et de liberté des médias**.